



Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture  
FERC-CGT

## **CGT Educ'Action Nord**

Bourse du Travail, Boulevard de l'Usine,  
CS 20 111, 59030 LILLE Cedex  
Tel: 03 20 52 56 55 e-mail : 59@cgteduc-lille.org

Le 03/09/2024

### **Déclaration liminaire CSA-D premier degré**

Notre déclaration sera une déclaration générale de rentrée (que nous souhaitons la meilleure pour tous les personnels) tout autant qu'une déclaration concernant le premier degré et l'ordre du jour particulier de ce CSA.

Les conditions de rentrée, elles, se suivent et se dégradent. La conférence de presse de rentrée de la ministre démissionnaire est éclairante. Non seulement, Mme Belloubet, nous annonce une rentrée sans moyens suffisants, reconnaissant qu'il n'y aura pas un·e enseignant·e dans chaque classe .... Mais encore, elle nous annonce que les mesures contenues dans le Choc des savoirs, que la mobilisation des personnels et la situation politique ont contraint à « reporter » (réforme du brevet et prépas secondes généralisées, nouveaux programmes et labellisation) seront bien mises en œuvre comme si de rien n'était, en dépit de la défaite électorale subie par son gouvernement.

Au-delà de la crise actuelle de régime, le ministère nie l'importance des choix politiques à mettre en œuvre en matière d'Éducation. Rappelons qu'en 2024, nous comptons 8000

enseignants en moins par rapport à 2018 ou encore 21% de personnels administratifs en moins depuis 2007; C'est une crise du recrutement qui s'accroît. C'est aussi une réforme du lycée qui continue de violenter notre jeunesse, un « Choc de savoir » au service de la ségrégation sociale qui se poursuit malgré l'opposition unanime, un « Pacte », boudé par les équipes mais toujours là, une politique d'évaluation et de contrôle des personnels et des élèves... Bref, rien ne change.

La CGT Éduc'action revendique la mise en œuvre d'une autre politique au service des élèves, de leurs familles et des personnels : créations massives de postes dans toutes les catégories, augmentation générale et significative des salaires, titularisation des personnels contractuels sans condition de concours, de nationalité, la création d'un statut pour les AESH et les Aed. Elle exige une politique d'éducation ambitieuse et émancipatrice pour les élèves, qui mette fin à la perte de sens de nos métiers avec l'abrogation des réformes des lycées et de Parcoursup depuis 2017 ainsi que des mesures du « choc des savoirs » dont les groupes de niveaux déguisés en groupe de besoins.

La CGT réclame une autre politique éducative et pour tous les salariés du pays, une politique qui répond aux exigences sociales d'une majorité de la population. Nous réclamons des mesures en faveur des salariés sur les rémunérations et la retraite.

Dans l'unité syndicale, la CGT veut réussir une grande journée de mobilisations pour maintenir la pression populaire et faire gagner ces revendications. Ce sera le 1er octobre : premier jour de débat des députés sur le projet de loi de finances de l'État 2025. **Comme les congés payés, ce qui semblait impossible peut être gagné par les salarié·es mobilisé·es dans l'Education Nationale comme dans tous les secteurs.**

Nous nous attarderons pour cette déclaration de rentrée sur une contre-réforme destructrice pour le service public, maintenue contre vents et marée malgré tout par un ministère démissionnaire : les évaluations nationales. La CGT appelle les personnels à résister par un boycott collectif.

En cette rentrée 2024, le Choc des savoirs va être partiellement appliqué alors qu'il est unanimement rejeté par les personnels et les organisations syndicales. Parmi les mesures dénoncées et repoussées, les évaluations nationales standardisées sont celles qui vont s'appliquer le plus rapidement et qui représentent le mieux la volonté politique de contrôle généralisé.

Alors que les résultats des évaluations PISA ont clairement indiqué la faillite de la politique Blanquer, les gouvernements Macron généralisent dès la rentrée 2024 ces évaluations nationales à tous les niveaux de l'école élémentaire.

Ces évaluations permettent de trier et classer les élèves, de les stigmatiser rapidement comme « bons ou mauvais » élèves, mais également d'anticiper le tri qui s'organise au collège avec les « groupes de niveau ».

Ces évaluations visent aussi et surtout les enseignants. Elles participent au contrôle croissant des pratiques professionnelles en réduisant les enseignants à de simples exécutants. Elles les dépossèdent de la maîtrise de leur outil de travail et de leur expertise, elles visent également à comparer les résultats de chaque enseignant et donc à les mettre en concurrence. Les remontées de terrain nous indiquent le stress important causé par ces évaluations qui donnent du travail supplémentaire sans donner de sens au métier car elles apparaissent déconnectées et source d'appauvrissement des

**apprentissages.** La CGT Éduc' Action rappelle que notre travail d'enseignant consiste à concevoir et adapter les apprentissages en fonction des élèves et de leurs difficultés. C'est la condition nécessaire à la réussite scolaire de nos élèves et non la recherche effrénée de la standardisation qui enferme les élèves dans des parcours scolaires.

En plein Choc des savoirs, ces évaluations nationales ont pour objectif de permettre à l'institution de vérifier si les attendus annuels des programmes sont bien atteints par chaque élève sans prendre en compte la différence de rythmes dans les apprentissages.

Pour toutes ces raisons, la CGT Educ' Action appelle avec d'autres organisations syndicales les personnels à la grève le 10 septembre pour revendiquer une autre politique éducative et protester contre le caractère obligatoire de ces évaluations.

Quant aux ajustements de rentrée pour les écoles du département du Nord, nous déplorons toujours le choix de fermer des classes alors que la baisse démographique aurait pu permettre de façon générale en cette rentrée de redonner de l'air aux équipes de plus en plus sous pression, épuisées par la surcharge de travail, souvent contraint de compenser l'absence de moyens à la hauteur des besoins.

Nous écouterons avec beaucoup d'attention les mesures d'ajustement prises au lendemain de la rentrée. Cette dernière phase de carte scolaire est importante. Les écoles en attente d'annulation de fermeture pourront fonctionner sereinement en cas de réponse positive. Nous écouterons également avec beaucoup d'attention les chiffres concernant les conditions de rentrée dans le premier degré.